
Table des matières

Avant-Propos.....	9
-------------------	---

PREMIÈRE PARTIE LA NOTION D'ORDRE PUBLIC ÉCONOMIQUE

Chapitre 1. L'ordre public économique, généalogie d'une notion paradoxale.....	13
§ 1. L'ordre public économique, notion paradoxale.....	13
§ 2. Ordre public : assurer la supériorité du public sur le privé.....	16
§ 3. Police : ordonner la ville.....	19
§ 4. <i>Œconomia</i> : ordonner le monde.....	25
A. L'économie, entre théologie et politique.....	25
B. L'économie comme science autonome.....	28
§ 5. Conclusion.....	34
Chapitre 2. Les soubassements idéologiques de la notion d'ordre public économique.....	37
§ 1. La dogmatique libérale : un ordre public économique circonscrit.....	39
§ 2. L'État interventionniste : un ordre public économique extensif.....	41
§ 3. La vulgate néolibérale : un ordre public économique recentré.....	44
§ 4. Le néolibéralisme conquérant : un ordre public économique élargi.....	46
Chapitre 3. Ordre public économique et Constitution économique...	51
§ 1. La recherche d'un ordre public économique.....	55
A. La fonction de l'ordre public en économie.....	56
B. L'impossibilité de penser l'autonomie de l'ordre public économique.....	57
§ 2. Vers un État économique ?.....	58
A. La Constitution économique : l'obéissance de l'État à un ordre normatif économique idéal.....	59

B. L'ordre public économique : l'obéissance de l'État à un ordre économique matériel	62
Chapitre 4. Vers un ordre public économique régulateur autonome ?	69
§ 1. D'un ordre public général à un ordre public économique concurrentiel	71
A. Le détachement progressif de l'ordre public économique comme sous-ensemble de l'ordre public	72
B. La police de la concurrence vecteur de « l'ordre public économique concurrentiel »	74
§ 2. De la police à la régulation : vers un ordre public économique régulateur autonome ?	78
A. La différenciation des finalités entre la police et la régulation de l'ordre public économique	79
B. Des modes opératoires distincts entre la police et la régulation	84

DEUXIÈME PARTIE

LES CONCEPTIONS EXTERNES DE L'ORDRE PUBLIC ÉCONOMIQUE

Chapitre 1. Le concept d'ordre en économie peut-il être utile au droit pour caractériser l'ordre public économique ?	93
§ 1. Ordre public et désordres privés : les effets émergents	96
§ 2. Ordre économique, ordre concurrentiel et liberté	98
§ 3. L'ordre économique : concept normatif ?	101
§ 4. Conclusion	104
Chapitre 2. Regards privatistes sur la notion d'ordre public économique	107
§ 1. La prise en charge de la protection de l'ordre public économique par les mécanismes de droit privé	110
A. L'irrégularité de l'acte juridique violant l'ordre public économique	110
1. La neutralisation du contrat irrégulier en droit interne ...	110
2. La neutralisation des actes juridiques illégaux en droit international privé	114
B. La responsabilité en raison d'un fait juridique	118
1. Obligation de réparer	119
2. Les mesures préventives	120
3. La dimension punitive	121

C. Régime procédural de l'atteinte à l'ordre public économique	122
§ 2. L'interférence des mécanismes de droit public dans la protection de l'ordre public économique	124
A. L'administrativisation de la protection de l'ordre public économique dans le procès civil	125
1. Le contrôle administratif <i>a priori</i>	126
2. Adjonction occasionnelle de pouvoirs en faveur de l'autorité administrative	127
B. La fondamentalisation de la protection de l'ordre public économique dans le procès civil	128
1. La violation des droits et libertés économiques fondamentaux issus du droit de l'Union européenne par le droit interne français	129
2. La violation de l'ordre public international dans sa composante économique par une norme étrangère au droit français	131
Chapitre 3. La notion d'ordre public économique aux États-Unis.....	135
§ 1. L'inscription implicite de l'OPE dans la Constitution de 1787 ...	137
A. Les dispositions économiques	137
1. L'inventaire	137
2. L'appréciation globale	139
B. La controverse sur la nature économique de la Constitution de 1787	142
1. La thèse récurrente de la nature économique	142
2. Les prolongements de la thèse sur la nature économique de la Constitution	145
§ 2. La sanction de l'OPE dans le cadre du contrôle de constitutionnalité	147
A. Le triomphe d'une conception absolutiste des droits économiques négatifs	148
1. Reconnaissance du pouvoir d'intervention économique ...	148
2. L'affirmation absolutiste des droits économiques négatifs	150
B. L'adoption d'une conception relativiste des droits économiques négatifs qui montre néanmoins des signes de déstabilisation	154
1. La réhabilitation du <i>police power</i>	154
• <i>Home Building and Loan Association v. Blaisdell</i> , 1934	155
• <i>Nebbia v. New York</i> , 1934	156
• <i>Sween v. Melin</i> , 2018	157
2. La lecture large de la <i>Commerce Clause</i>	158

C. La résurrection de la lecture stricte de la <i>Commerce Clause</i> : fédéralisme et OPE	162
1. La Cour Rehnquist : la restriction aux activités économiques dans <i>Lopez</i> , 1995	162
2. La Cour Roberts : l'exclusion de l'inactivité économique dans <i>Sebelius</i> , 2012	163
Chapitre 4. L'ordre public économique dans le modèle rhénan (Allemagne)	165
§ 1. L'apparition de la notion de bonnes mœurs comme limite aux libertés économiques	167
A. Les usages de la notion d'ordre public en droit allemand	167
1. L'ordre public comme exception à l'application d'une norme (droit international privé)	167
2. L'ordre public comme critère d'intervention des autorités publiques (droit de la police)	168
3. L'ordre public comme ensemble de normes contraignantes (droit civil)	171
B. La suprématie de la notion de bonnes mœurs en droit privé allemand	172
§ 2. L'application de la notion de bonnes mœurs à la matière économique	174
A. Soubassements théoriques	175
B. Développements pratiques	176
1. Le principe de l'application à la matière économique : un principe ancien	177
2. Modalités d'application : un large champ d'application ...	178
§ 3. L'acceptation économique de la notion de bonnes mœurs au carrefour du droit privé et du droit public	180
A. Les mutations de la notion de bonnes mœurs : un déplacement des valeurs de la morale vers les valeurs de l'ordre juridique	180
B. L'articulation de la notion de bonnes mœurs avec le droit constitutionnel	183
Chapitre 5. L'ordre public économique en droit de l'Union européenne	187
§ 1. Les finalités de l'ordre économique dans le droit de l'intégration	190
A. L'intérêt général épuré de considération économique nationale	191
B. L'intérêt général économique porté par l'intégration européenne	193
§ 2. Les instruments de l'action publique en économie de marché ...	195

Chapitre 6. La notion d'ordre public économique dans la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme	201
§ 1. L'inexistence d'un ordre public économique européen fondé sur le droit européen des droits de l'homme	206
A. L'absence de consensus social conventionnel en matière économique	207
1. Un objet distinct : la préservation d'un ordre public politique	207
2. Le droit propriété, fondement imparfait d'un ordre public économique	208
B. La reconnaissance contenue de la dimension économique des droits garantis	213
1. L'extension du champ d'application des droits garantis à la matière économique	214
2. La protection inférieure des droits garantis en matière économique	215
§ 2. Le faible encadrement des ordres publics économiques nationaux par le droit européen des droits de l'homme	218
A. L'invocabilité large des motifs d'ordre public économique... ..	218
1. La multiplicité des facteurs d'intégration de l'ordre public économique	218
2. Le contrôle restreint du contenu de l'ordre public économique	221
B. L'efficacité incontestable de l'invocation de l'ordre public économique	222
1. L'acceptation de la contingence des ordres publics économiques nationaux	222
2. Le contrôle restreint de la proportionnalité des restrictions fondées sur l'ordre public économique	225
Chapitre 7. La notion d'ordre public économique en droit international : <i>Work in Progress</i>	229
§ 1. Le regard vers l'intérieur : l'ordre public économique international au miroir de la vision interniste	231
A. Existe-t-il une police générale et des polices spéciales au sein d'un ordre public économique en droit international ? ..	233
B. Existe-t-il une fonction de régulation dans la structuration d'un ordre public économique international ?	237
C. Le juge comme vecteur d'intégration de l'ordre public économique international ?	242

§ 2. Le regard vers l'extérieur : l'ordre public économique international au miroir de la vision internationaliste.....	243
A. Ordre ou système ? Ordre juridique et/ou ordre public ?.....	244
B. Les variations d'un ordre public économique « réellement » international.....	246
§ 3. Le regard global : un miroir brisé.....	252
A. Du droit international privé au droit transnational, en passant par le droit international public : un processus de globalisation.....	252
B. Un ordre public économique détaché de l'État ?.....	256

TROISIÈME PARTIE

APERÇUS DE QUELQUES DÉCLINAISONS MATÉRIELLES DE L'ORDRE PUBLIC ÉCONOMIQUE

Chapitre 1. L'ordre public concurrentiel.....	263
§ 1. Un centre d'imputation.....	267
A. Transcender.....	267
B. Subsumer.....	270
§ 2. Une fonction de rationalisation.....	274
A. Fonder.....	274
B. Organiser.....	278
Chapitre 2: L'ordre public économique en matière contractuelle.....	281
§ 1. Un contenu enrichi.....	286
A. Des finalités traditionnelles.....	286
1. Les objets hors des marchés économiques.....	287
2. L'équilibre économique des relations contractuelles.....	288
3. Le bon accomplissement de la commande publique.....	289
B. Des finalités concurrentielles.....	290
1. L'affirmation des libertés économiques.....	290
2. L'optimisation du marché concurrentiel.....	292
§ 2. Une autorité incertaine.....	294
A. Des dérogations concevables.....	294
1. Un ordre excluant la dérogation contractuelle.....	295
2. Un ordre tolérant la dérogation contractuelle.....	296
B. Des garanties amoindries.....	297
1. L'évitement de l'annulation contractuelle.....	297
2. La neutralisation de l'irrégularité contractuelle.....	299

Chapitre 3. L'ordre public économique fiscal : de la rencontre entre ordre public, contraintes fiscales et libertés économiques ...	303
§ 1. L'ordre public économique fiscal : expression d'une certaine conception de l'ordre public	309
A. L'ordre public économique fiscal ; un ordre public façonné par l'État.....	310
B. L'ordre public économique fiscal : un ordre public modulé par les acteurs économiques	314
§ 2. La maîtrise de la fiscalité ; condition <i>sine qua non</i> e d'une vie économique constituant le soubassement de tout ordre public	317
A. L'ordre public économique fiscal troublé par l'évasion fiscale	317
B. L'ordre public économique fiscal perturbé par le recours à l'emprunt	319
Chapitre 4. L'ordre public bancaire et financier	323
§ 1. Un ordre protecteur.....	325
A. La dualité du contenu de l'ordre public bancaire et financier	325
B. L'unité de la fonction de l'ordre public bancaire et financier	329
§ 2. Un ordre protégé.....	332
A. Le fondement des missions des autorités de régulation bancaire et financière	332
B. La finalité des pouvoirs des autorités de régulation bancaire et financière.....	336
Chapitre 5. L'ordre public écologique, éclaircie du droit de l'environnement... Vue élémentaire	339
§ 1. Ordre public économique et ordre public écologique : des rapports sauvages ?.....	339
§ 2. En somme, le face-à-face trouble – loup à loup.....	342
§ 3. De la concorde entre le nom et la chose : asseoir une vérité primitive	343
§ 4. L'ordre public écologique comme boussole de l'équité environnementale.....	344

QUATRIÈME PARTIE

MISE EN PERSPECTIVE DE L'ORDRE PUBLIC ÉCONOMIQUE

Chapitre 1. L'influence des aspects « non économiques » dans l'ordre public économique	349
---	------------

§ 1. Selon une approche composite : l'ordre public économique par-delà l'ordre concurrentiel	351
A. L'ordre public concurrentiel au cœur de l'ordre public économique	351
B. Les dimensions extra-concurrentielles de l'ordre public économique	353
§ 2. L'ordre public économique gradué du cœur de l'économie à la politique publique	356
A. La distinction entre ordres publics « gardien », « promoteur » et « architecte » des marchés, au sein d'un ordre dit « de constitution » des marchés	356
B. L'ordre public dit des « octrois de marché »	358
§ 3. Selon une approche globale ou intégrative	360
A. Les techniques d'intégration en amont	360
B. Les techniques d'intégration en aval	361
Chapitre 2. L'ordre public économique : une notion hégémonique ?	363
§ 1. Sur la nécessité d'une telle question	368
A. Néolibéralisme à la française et nécessité d'un ordre public économique	369
B. Tendance à la surdétermination économique du droit de l'action publique	372
C. L'opportune plasticité de l'ordre public économique	377
§ 2. Sur la nécessité d'une réponse négative à cette question	379
A. L'ordre public économique entre mythe et réalité juridique	379
B. L'ordre public économique, notion localisée et dépendante	382
C. L'ordre public économique ou les ruses du discours juridique	385
Conclusion	391